

AKTUELL

FRONT SYNDICAL

Cent balles ?

Raymond Klein

Dénoncer les mesures gouvernementales pour mieux renoncer ensuite en échange de compensations, les syndicats ont l'habitude. Mais les arrangements à l'amiable seront de plus en plus difficiles.

Plus de trois semaines après la décision gouvernementale de moduler l'indexation des salaires jusqu'en 2014, un front du refus syndical vient enfin de se mettre en place. Dès avant Noël, le woxx avait estimé que les mesures décidées fragilisaient le principe de l'indexation des salaires et franchissaient plusieurs lignes rouges des syndicats. Les premières réactions des concernés avaient néanmoins été relativement discrètes. Il a fallu attendre mercredi dernier pour entendre le « Front syndical contre la modulation de l'index » marquer son « profond désaccord » avec le texte de loi en cours d'adoption, le dénonçant comme une « réforme structurelle menant à une dévalorisation définitive des salaires et des pensions ».

Le communiqué du front syndical expose les conséquences de la modulation : des pertes de salaires allant au total jusqu'à plus de 60 pour cent d'un salaire mensuel et un retard permanent de plusieurs mois de l'indexation sur l'inflation. Cette mesure renforcerait « la tendance existante d'une répartition des richesses de plus en plus en faveur des entreprises et des actionnaires aux dépens des salariés ». Enfin elle mettrait en péril la paix sociale, en rendant notamment impossibles des conventions collectives de longue durée. Pour empêcher cela, les syndicats ne prévoient ni manif, ni grève - trop longues à préparer - mais annoncent vouloir convaincre les députés de voter contre le texte de loi. En effet, la Chambre devra se prononcer au cours des deux semaines à venir pour prévenir au déclenchement d'une tranche en février selon la réglementation en vigueur.

En plus de l'OGBL et de la CGFP, le front syndical comprend le LCGB, l'Aleba, la FGFC, la FNCTTFEL et le Syprolux. Le nombre de partenaires n'est pas la seule explication des tergiversations syndicales. En effet, les intérêts et les positions des organisations sont assez différentes. On notera que leur communiqué se limite à l'aspect le plus urgent, celui de la modulation jusqu'en 2014. Sur d'autres

aspects, notamment la modification du « panier de la ménagère » utilisé pour mesurer l'inflation, la flexibilisation de l'organisation du travail ou les éventuelles mesures sociales compensatoires, un accord ne sera pas si facile à trouver.

Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à lire le communiqué qu'a publié le LCGB de son côté : accord pour enlever tabac et alcool du panier, désaccord pour manipuler la pondération des prix pétroliers... Surtout, le syndicat chrétien demande « une 'prime de risque spéciale' pour les salariés du secteur privé », afin de « compenser la perte de rémunération subie suite à la modulation de l'indexation », et qui serait à la charge de l'Etat. Cette proposition doit être comprise dans le contexte de l'accord salarial relativement favorable que le gouvernement a concédé à la fonction publique. Cela dit, la jalousie implicite à l'égard des fonctionnaires qui pourraient mieux encaisser l'austérité à venir ne contribuera pas à l'unité du front syndical.

Les syndicats iront-ils jusqu'au bout ? Probablement pas, si le gouvernement ne les renvoie pas les mains vides. Certes, tout reste possible, car le temps presse, et des deux côtés on navigue à vue. Mais un réaménagement des modulations de 2014 et après - une centaine d'euros par salarié - plus la promesse de réindexer les allocations familiales pourraient suffire pour apaiser la colère syndicale. Un apaisement très temporaire : d'après ce qu'il a annoncé, le gouvernement souhaite réaménager durablement le système d'indexation. Cette discussion sera menée en parallèle avec la préparation - qui s'annonce difficile - du budget 2013. Assistera-t-on au retour de la tripartite ? Le gouvernement préférera-t-il des bipartites ou le « Zukunftsbesch » proposé par les Verts ? Finira-t-on une nouvelle fois par avoir recours à une monopartite ? Les paris sont ouverts.

SHORT NEWS

Antibiotika im Hähnchenfleisch

In Deutschland sind in 11 von 20 untersuchten Proben von Hähnchenfleisch antibiotikaresistente Keime gefunden wurden, wusste die deutsche Presse dieser Tage zu berichten. Diese Erreger können im Zuchtbetrieb und später bei der Zubereitung des Fleisches auf den Menschen übertragen werden und zur Bildung von Resistenzen gegen lebensrettende Medikamente führen. In einer dringenden Anfrage fordert der Europaabgeordnete Claude Turmes die EU-Kommission jetzt auf, konkrete europaweite Regelungen zu unterbreiten, mit denen der prophylaktische Einsatz von Antibiotika in der Viehzucht stufenweise eingestellt wird. Zudem wünscht er sich eine stärkere Kontrolle der Verschreibung von Antibiotika in der Tierzucht. „Die EU-Kommission steht aus Gründen des Gesundheits- und Tierschutzes in der Pflicht, Antibiotika in der Tierzucht zu verbieten. Das kann konsequenterweise nur durch eine andere, naturnähere Landwirtschaft geschehen. Die EU-Agrarreform ist eine Chance, diesen Umstieg anzugehen“, erklärt Claude Turmes. Eigentlich ist der Einsatz von Antibiotika nur im Krankheitsfall erlaubt. Doch zu oft setzen Landwirte sie auch vorbeugend ein - auch um den Profit zu erhöhen. Die Zugabe von Antibiotika, erhöht zwar den Fleisch- oder Milchertrag, doch führt eine weitverbreitete Verwendung von Antibiotika zu möglichen Resistenzen bei den Tieren, so dass bakterielle Tierseuchen sich rasant ausbreiten können.

Frieden-City gegen Sarkozy-Tax

Das bei Liberalen beliebte Kostendeckungsprinzip auf Banken anwenden? Angesichts der krisenbedingten volkswirtschaftlichen Schäden würde die Branche das kaum überleben. Doch selbst ein kleiner Beitrag, wie die von Brüssel, Paris und Berlin gewünschte Finanztransaktionssteuer (FTT, woxx 1131) ist den mittlerweile wieder selbstbewusst auftretenden Bankiers zu viel. ABBL-Direktor Jean-Jacques Rommes erklärte gegenüber dem Journal, man sei „gegen die Einführung einer Finanztransaktionssteuer, die nicht auf dem G-20 Gipfel beschlossen worden ist“. Das sieht Finanz- und Finanzplatzminister Luc Frieden genauso: Die Börsengeschäfte würden dann eben in der Londoner City getätigt statt in Luxemburg. Offiziell aber sind EU-weit nur Schweden und Großbritannien gegen die FTT. Sollte über eine solche Steuer innerhalb der Eurozone diskutiert werden, so sähe es nicht gut aus, wenn Luxemburg ein Veto einlegen würde. Umso weniger als Jean-Claude Juncker als selbsternannter „letzter Kommunist“ seit Krisenbeginn wiederholt, auch der Finanzsektor müsse seinen Beitrag leisten.

La planète Arcelor-Mittal sous attaque

Ce fut une des nouvelles les plus intéressantes de ce début janvier : la filiale belge du réseau de hackers « Anonymous » - qui a déjà piraté plusieurs grandes firmes et aidé Wikipedia - s'en est prise au géant de l'acier. Malgré les annonces d'Arcelor-Mittal, qui assurait être préparé à d'éventuelles attaques, l'action menée en représailles contre la fermeture de la sidérurgie liégeoise a porté ses fruits. Son site internet est resté bloqué pendant plusieurs heures affichant uniquement le logo d'Anonymous et ses revendications, ainsi que plusieurs liens menant vers des listings internes du groupe, le plus souvent des adresses mail et des numéros de téléphone. Une plainte a été déposée auprès du parquet luxembourgeois et il sera intéressant de voir comment la police va s'y prendre pour coincer ces « malfaiteurs » forcément anonymes. A ce propos : comme on a pu l'apprendre cette semaine de la bouche de Michel Wurth lors du pot de nouvel an d'Arcelor-Mittal, les usines de Schifflange et de Rodange resteront fermées et la reprise est plus qu'en danger. La faute à la mauvaise conjoncture qui permet tout de même au groupe de faire des bénéfices de plusieurs milliards.